M. l'Orateur: Je remercie le député d'Edmonton-Ouest de cette précision. Il est parfois difficile à la présidence de déterminer, lorsqu'on pose une question, s'il s'agit vraiment d'une question supplémentaire. Parfois, même dans le doute, il m'est plus facile de laisser poser la question. Quoi qu'il en soit, je donne la parole au député d'Edmonton-Ouest.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LE PROGRAMME AMÉRICAIN DISC ET LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD GATT

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Ma question s'adresse au premier ministre et a trait à la légalité ou à la présumée illégalité de la loi de soutien de l'emploi. Je voudrais savoir si le gouvernement canadien a examiné le programme DISC pour s'assurer s'il enfreint les dispositions de l'accord GATT et si tel est le cas, quelle est la conclusion tirée par le gouvernement au sujet de cette proposition et qu'entend-il faire à cet égard? Le gouvernement canadien protestera-t-il officiellement contre l'illégalité du programme DISC aux termes de l'accord GATT?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Notre position au sujet de la surtaxe a été révélée conformément aux dispositions de l'accord GATT. Nous ne pouvons pas faire connaître notre position au sujet d'un programme américain qui n'a pas encore force de loi, mais dont on parle seulement. Les députés savent qu'une mesure ne devient pas loi le jour où elle est présentée par le gouvernement.

L'hon. M. Lambert: Le premier ministre prévoit-il qu'il sera plus facile d'obtenir des changements une fois que le Congrès aura effectué les modifications nécessaires pour mettre ce programme à exécution ou estime-t-il que le gouvernement canadien doit exposer son point de vue au sujet de ce programme? Le ministre des Finances a-t-il été chargé de transmettre les vues du gouvernement aux représentants appropriés du gouvernement américain avec lesquels il s'entretiendra au cours d'une conférence qui aura lieu durant les deux prochaines semaines?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, la population n'est pas sans savoir que lors de l'annonce du président en août, des instances ont été formulées par des ministres canadiens qui se sont rendus en missions à Washington et, par la suite, à des réunions officielles. Nous ne présentons pas d'instances lors d'entretiens internationaux au palier du GATT sur une question que le gouvernement des États-Unis n'a pas encore adoptée comme loi ou politique, mais nous en avons parlé d'abondance, la Chambre le sait, sans avoir toujours l'approbation des oppositionnels, avec les dirigeants à Washington.

L'hon. M. Lambert (Edmonton-Ouest): J'ai une autre question supplémentaire . . .

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député a posé deux questions supplémentaires.

L'hon. M. Lambert (Edmonton-Ouest): Les autres en ont posé trois.

M. l'Orateur: La présidence donnera la parole au député d'Annapolis Valley et à celui de Témiscamingue, puis elle reviendra à celui d'Edmonton-Ouest ainsi qu'aux autres

[L'hon. M. Lambert (Edmonton-Ouest).]

députés qui ont d'autres questions supplémentaires à poser, notamment le député de Prince Edward-Hastings.

LE PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—LA CONFÉRENCE DES DIX ET LA RÉUNION DU FMI

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Ma question supplémentaire s'adresse aussi au premier ministre. Devons-nous comprendre, monsieur l'Orateur, que d'après sa réponse précédente, peu importe le projet formé en cas d'imprévu, le Canada n'a aucune proposition ferme à présenter à la réunion des Dix ou à combiner avec celles des autres pays du groupe des Dix visant à adopter une stratégie cohérente à l'égard du programme DISC de façon à présenter à la réunion du FMI qui doit avoir lieu la semaine prochaine, des représentations collectives coordonnées?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: La parole est au député de Témiscamingue.

M. Nowlan: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Comme je l'ai suggéré aux députés, il y a un instant, la présidence accorde la parole au député de Témiscamingue, quitte à revenir au député dans un moment.

* * *

• (2.50 p.m.)

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LE REFUS DE VERSER DES PRESTATIONS AUX OUVRIERS CONGÉDIÉS DE LA MINE QUEMONT

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre du Travail.

A-t-il reçu des représentations des autorités municipales de Rouyn au sujet des mineurs qui sont remerciés de leurs services à la mine Quemont, étant donné que la Commission d'assurance-chômage refuse de leur verser des prestations, parce que la mine leur paie une indemnité de départ de \$750 pour les quelque 20 années de service qu'ils auraient pu accumuler?

L'honorable ministre est-il en mesure de dire si des prestations d'assurance-chômage seront versées à ces mineurs?

[Traduction]

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, il me faudra déterminer auprès de la Commission d'assurance-chômage si le montant de \$750 qui a été versé à ces mineurs en guise de prime de départ est considéré comme un revenu. En règle générale ce montant est considéré comme un salaire ou un salaire différé et les intéressés n'ont droit aux prestations d'assurance-chômage qu'après que l'argent touché a été réparti sur un certain nombre de semaines. En tout état de cause, je ferai cet après-midi des représentations à la Commission d'assurance-chômage au sujet de ce problème.